

Documents sauvegardés

L'Humanité

© 2026 L'Humanité. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20260121-HUW-045

Nom de la source

L'Humanité (site web)

Mercredi 21 janvier 2026

Type de source

Presse • Presse Web

L'Humanité (site web) • 1125
mots**Périodicité**

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

« De nombreux dirigeants banalisent l'utilisation de l'arme atomique », alerte Jean-Marie Collin directeur de la campagne internationale pour abolir les armes nucléaires

Vadim Kamenka

Dans la course à l'armement, la question de la prolifération des armes nucléaires est posée. Pour la première fois, nous entrons dans une phase où l'arsenal mondial a cessé de diminuer et où le risque de son emploi se renforce, nous explique Jean-Marie Collin, d'Ican France.

La course à l'armement planétaire remet la question du danger des armes nucléaires parmi les priorités internationales. « L'ère de la réduction du nombre d'armes nucléaires dans le monde, en cours depuis la fin de la guerre froide, touche à sa fin », alertait le Sipri, en juin, dans un rapport.

L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm pointait que la quasi-totalité des neuf États dotés de l'arme nucléaire - États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Pakistan, République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) et Israël - ont poursuivi en 2024 leur programme intensif de modernisation.

Le sondage sur la menace atomique

réalisé par l'Ifop pour le Mouvement de la paix, la Marseillaise et L'Humanité dévoile une véritable préoccupation des Français. La sécurité planétaire ne peut pas dépendre des seules puissances disposant de ces armes, rappelle Jean-Marie Collin.

En février, le dernier traité New Start concernant la limitation des armes nucléaires, signé entre les États-Unis et la Russie, ne sera pas renouvelé. Cette décision vous inquiète-t-elle ?

Jean-Marie Collin

Directeur de la campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (Ican) en France

Cet accord qui datait de 2010 reprenait plusieurs traités liant les États-Unis et la Russie pour la diminution et le contrôle de leurs armements stratégiques. C'est le seul traité de désarmement nucléaire qui a été signé entre Dmitri Medvedev et Barack Obama.

Il a pu voir le jour au terme d'engagements sur le désarmement stratégique entre les deux puissances, qui avait

débuté dans les années 1970, en pleine guerre froide. Le fait que les deux États qui possèdent le plus d'armes nucléaires ne soient plus du tout liés par un traité commun bilatéral est une véritable entaille dans la stabilité mondiale.

C'est aussi une entaille en termes de transparence puisque, chaque trimestre à peu près, ces États avaient l'obligation de se transmettre des informations sur le nombre d'armes nucléaires, sur le nombre de missiles et de lanceurs déployés. Cette connaissance va disparaître et créer aussi une absence de confiance. C'est un facteur dangereux, puisqu'il peut susciter un engrenage. Le coup est rude pour la stabilité internationale.

Dans un contexte mondial où les dépenses en armes ne cessent de s'accroître, avec un recours à la guerre de plus en plus fréquent, la question de l'utilisation des armes nucléaires est-elle clairement posée ?

Depuis plusieurs années, le constat pointait une accélération de leur production. Cette dynamique n'a pas démarré avec la guerre en Ukraine en 2022 ou

Documents sauvegardés

le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en 2025. Cette augmentation a débuté vingt ans auparavant, avec de nombreux États qui ont planifié la modernisation de leurs arsenaux nucléaires.

Sur le même thème La dissuasion nucléaire est-elle vraiment efficace ?

Dès 2002, les États-Unis ont acté la fin de la logique de non-prolifération en décidant de sortir du traité ABM, qui limitait les défenses antimissiles avec l'URSS puis la Russie. Même chose en 2019 avec leur refus de prolonger le traité FNI sur les forces nucléaires à portée intermédiaire.

« 64 % des Français souhaitent que la France s'engage dans un processus d'élimination contrôlée des armes atomiques, tel que prévu par les Nations unies. »

Si la Russie ne respectait pas forcément le traité, un certain nombre de mesures auraient permis sa poursuite. Cette diminution des normes internationales pour restreindre la capacité nucléaire et balistique banalise l'arme atomique.

Est-ce qu'une forme de tabou a disparu sur l'utilisation de l'arme nucléaire ?

Le plus inquiétant provient des discours de nombreux dirigeants qui évoquent une arme normale. Il faut rappeler les destructions massives et les conséquences sur le long terme de cet instrument militaire. D'où le cri d'alerte lancé par le prix Nobel de la paix 2024, l'organisation japonaise Nihon Hidan-kyo, qui rassemble les survivants des bombes nucléaires larguées par les États-Unis à Hiroshima et Nagasaki, en 1945. Ils ont interpellé les citoyens et les dirigeants sur cette banalisation de l'arme nucléaire dans la communication

et sur le risque de son emploi.

Sur le même thème 80 ans après Hiroshima : « La dissuasion nucléaire n'empêche rien, au contraire : elle favorise », analyse Roland Nivet, président du Mouvement de la paix

Si notre campagne internationale vers un chemin sans armes nucléaires reste compliquée, la situation actuelle nous place au bord d'un gouffre où, finalement, les chefs d'État ne semblent plus s'interdire leur emploi.

La menace est pourtant présente au sein de l'opinion, comme le révèle le sondage Ifop ?

C'est toute la complexité d'un sondage. 64 % des Français souhaitent que la France s'engage dans un processus d'élimination contrôlée des armes atomiques, tel que prévu par les Nations unies. Quand on les interroge sur l'importance du traité sur l'interdiction des armes nucléaires (Tian), ils ne sont plus que 56 % à soutenir l'initiative. Pire, 79 % sont en faveur de la modernisation des armes nucléaires. Il y a une certaine incohérence qui peut s'expliquer par un manque de compréhension de la réalité du sujet.

L'intérêt de cette enquête porte sur la crainte de l'emploi de l'arme nucléaire. Face à cette peur, l'État français n'apporte aucune réponse. Il défend la stratégie de la dissuasion nucléaire, alors que des États possédant ce type d'arme ont été attaqués. La théorie de la dissuasion n'est donc pas un fait établi.

Pour répondre à cette peur, notre gouvernement pourrait défendre la prévention, et donc l'élimination de ces armes. Au contraire, le président Emmanuel Macron va proposer d'étendre la protec-

tion nucléaire française à différents États en Europe.

Comment réagissent les autres nations devant ce risque nucléaire ?

Un débat existe au sein des Nations unies sur cette notion de sécurité fondée sur des armes de destruction massive. Cela démontre que notre combat fonctionne et qu'il existe un renouvellement des consciences. Elle permet de poser la question de l'illégalité des armes nucléaires et des armes de destruction massive.

Au regard du traité sur l'interdiction des armes nucléaires et celui sur la non-prolifération nucléaire (TNP), la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'ensemble des pays européens se sont tous engagés à la mise en oeuvre du désarmement nucléaire. Le territoire européen concentre le plus d'armes nucléaires : Otan, France, Grande-Bretagne, États-Unis, Russie. Pourtant les discours de nos dirigeants vont à l'encontre de ces accords et favorisent leur déconstruction.

La sécurité mondiale ne doit pas reposer sur les seules puissances occidentales. Le reste du monde affirme au contraire que ces armes nucléaires créent une insécurité totale et réclame au sein du TNP un processus de diminution des arsenaux.

Cet article est paru dans L'Humanité (site web)

<https://www.humanite.fr/monde/desarmement-nucleaire/de-nombreux-dirigeants-banalisent-l'utilisation-de-l'arme-atomique-alerte-jean-marie-collin-directeur-de-la-campagne-internationale-pour-abolir-les-armes-nucle>